

COMMUNIQUE DE PRESSE - IRDH/2026/05/010

INERA/Kipopo et concessions de Kashimbala : La spoliation persiste malgré sa classification en « urgence nationale ».

Lubumbashi, le 09 mai 2026. L'Institut de recherche en droits humains (IRDH) a adressé un Mémorandum à la Première Ministre et Cheffe du Gouvernement, **Madame Judith Suminwa Tuluka**. Ce document de douze pages dénonce son silence continu, face à la spoliation de la concession de l'Institut Nationale pour l'Etude et la Recherche Agronomiques (INERA) et ses alentours, notamment, les concessions de la succession Kabongo-a-Kabongo et Mwando Nsimba. Profitant de cette passivité institutionnelle, monsieur Kasongo Lumbala Freddy et ses complices poursuivent leurs chantiers en toute impunité, accélérant de manière flagrante le rythme des travaux, à la faveur de la saison sèche de 2026. Ils sont en train de lotir, occuper et vendre illégalement, des parcelles de terre sur une vaste étendue estimée à 8 000 hectares, située au village Kashimbala, Groupement Inakiluba, Chefferie Kaponda, Territoire de Kipushi, Province du Haut-Katanga.

Le mémorandum rappelle la décision prise le 30 janvier 2026 par le Conseil des ministres, sous la présidence de **Son Excellence Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo**, Président de la République. Lors de cette soixante-seizième réunion ordinaire, le Gouvernement national avait officiellement classé au rang d' « **urgence nationale** » cette spoliation de l'INERA/Kipopo, tout en mettant en lumière le **constat alarmant de la complicité active de certains hauts gradés des Forces armées de la RDC (FARDC), de la Police Nationale Congolaise (PNC) et des hauts magistrats**. A cette occasion, la ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire, de la Recherche scientifique et de l'Innovation avait sollicité la mise en place immédiate d'une

Commission interministérielle de crise. Cette structure, sous la coordination de la Primature, devrait associer les ministères régaliens de la Défense, de l'Intérieur, de la Justice, des Mines, des Affaires foncières, ainsi que de l'Urbanisme et Habitat.

Cependant, **plus de trois mois après cette décision du Gouvernement central, aucun acte concret ne s'est matérialisé sur le terrain.** L'inertie persiste ! Elle allonge la liste de facteurs ayant concouru à annihiler les démarches rigoureuses de la ministre de tutelle ; neutraliser les multiples procédures judiciaires initiées tant au Parquet Général près la Cour d'Appel du Haut-Katanga qu'à l'Auditorat Militaire Supérieur ; classer sans suite les conclusions accablantes de la commission interinstitutionnelle de l'Assemblée Provinciale et du Gouvernement provincial du Haut-Katanga. Dans la même veine, se loge l'abstention de répondre aux multiples correspondances officielles de l'IRDH, adressées au Gouverneur de la province du Haut-Katanga ainsi qu'à tous les membres du Conseil provincial de sécurité, au cours des années 2025 et 2026.

Et pourtant, **le caractère d' « urgence nationale »** doublé de l'accélération des chantiers illégaux, **devrait alerter Madame la Première ministre**, afin qu'elle ordonne le déploiement immédiat d'une force d'identification et d'interpellation des officiers et magistrats qui agissent dans l'ombre, de connivence avec les spoliateurs. Cette décision viserait à stopper les travaux, sécuriser la concession de l'INERA et rétablir dans leurs droits les propriétaires dont les droits ont été régulièrement concédés par l'État congolais.

----- FIN -----

Contact pour la presse :

Maître Tshiswaka Masoka Hubert :

Téléphone : +243 85 110 3409, email : tshiswaka@irdh.org